

ARRÊTÉ DCAT/BEPE/N° 183
du 16 NOV. 2020

Mettant en demeure la société ARCELORMITTAL FRANCE de respecter les prescriptions de l'article 7.4.1 de l'arrêté préfectoral n°2018-DCAT-BEPE-274 du 21 décembre 2018 (dispositif de rétention des eaux polluées en cas d'accident ou d'incendie) pour son site GALSA à FLORANGE.

Le Préfet de la Moselle,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent TOUVET, préfet de la Moselle ;

VU l'arrêté DCL n°2018-A-27 du 24 août 2020 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Olivier DELCAYROU, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n°2016-DLP-BUPE-124 du 20 mai 2016 modifié fixant des prescriptions complémentaires pour l'ensemble des unités exploitées par la société ArcelorMittal Atlantique et Lorraine sur les communes de Hayange, Serémange-Erzange et Florange ;

VU l'arrêté préfectoral n°2018-DCAT-BEPE-274 du 21 décembre 2018 autorisant la société ArcelorMittal Atlantique et Lorraine à exploiter une ligne de galvanisation à chaud (dénommée GALSA) en remplacement de l'ancienne ligne d'électrozingage (dénommée ELSA) sur le territoire de la commune de FLORANGE ;

VU l'arrêté préfectoral n°2020-DCAT/BEPE-18 du 23 janvier 2020 complémentaire relatif au changement d'exploitant de la société ArcelorMittal Atlantique et Lorraine au profit de la société ArcelorMittal France pour l'ensemble des unités exploitées sur les communes de Florange, Hayange, Rombas, Serémange-Erzange et Terville ;

VU l'étude de dangers produite à l'appui de la demande d'autorisation d'exploiter prévoyant, en tant que mesure de prévention d'une pollution du milieu naturel, qu'Une rétention sera mise en place pour retenir les eaux d'extinction, augmentées :

- des volumes d'eaux liées aux intempéries (10 l/m^2 d'eau multiplié par les surfaces étanches susceptibles de drainer les eaux de pluie vers la rétention),
- des volumes de liquides polluants stockés.

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées du 19 octobre 2020 relatif à la visite d'inspection du 5 octobre 2020 d'une partie des installations du site GALSA exploité par la société ArcelorMittal France ;

VU le mail de l'exploitant du 2 novembre 2020 précisant qu'il n'avait pas d'observation à formuler sur le projet d'arrêté qui lui a été distribué le 26 octobre 2020 ;

Considérant que l'article 7.4.1 de l'arrêté préfectoral n°2018-DCAT-BEPE-274 du 21 décembre 2018 impose à l'exploitant de prendre toute mesure pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie pour que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 5 octobre 2020, aucun dispositif de rétention d'eaux polluées n'était opérationnel ;

Considérant que l'exploitant ne s'est pas conformé aux prescriptions de l'article 7.4.1 de l'arrêté préfectoral n°2018-DCAT-BEPE-274 du 21 décembre 2018 ;

Considérant que l'absence de dispositif de rétention des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie est susceptible de porter atteinte à l'un au moins des intérêts suivants visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement (impact sur les sols, les eaux superficielles ou les eaux souterraines) ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

ARRÊTE

Article premier :

La société ArcelorMittal France, dont le siège social est situé 6 rue André Campra – Immeuble « Le Cézanne » – 93200 LA PLAINE SAINT-DENIS, est mise en demeure de respecter, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 7.4.1 de l'arrêté préfectoral n°2018-DCAT-BEPE-274 du 21 décembre 2018.

Article 2 : Sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours

« En vertu de l'article L.171-11 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée».

Le recours peut également être déposé par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

Article 4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, et tous agents de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société ARCELORMITTAL FRANCE.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de FLORANGE et à M. le sous-préfet de THIONVILLE.

A METZ, le 16 NOV. 2020

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,



Olivier DELCAYROU

